

# La fnic cgt communique

## Branche Pétrole



Montreuil, le 12 mars 2012

Communiq   de presse

*   l'attention de la Presse écrite et orale*

**Les coordinateurs syndicaux du groupe Total ont été informés, vendredi 9 mars 2012 par la direction du groupe, de l'arrêt conjoncturel de l'unité de production d'huile « numéro trois » de la raffinerie de Normandie, ainsi que de la décision du groupe de baisser l'ensemble du traitement de pétrole brut des raffineries françaises au regard des marges européennes négatives de raffinage .**

Cette annonce, n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé en septembre 2009 dans le groupe Total, avec l'arrêt conjoncturel de la raffinerie de Flandres, suivi de la baisse de production dans l'ensemble des raffineries et, au final, la décision de fermeture de la raffinerie de Flandres début 2010.

**Dans** le contexte actuel, la CGT s'interroge profondément sur les objectifs que recherche le groupe Total en faisant cette annonce de baisse de production, au moment même, où les raffineries de Lyondell Basell Berre et P  troplus Petit Couronne, à l'arrêt, sont en recherche d'un repreneur.

**N**ous sommes en droit, par ailleurs, de nous interroger sur la crédibilité de l'indicateur de marge théorique de raffinage, utilisé par Total et sur celui de la marge brute, utilisé dans la profession, alors que les profits explosent (TOTAL :12 milliards d'euros en 2011 ) et que les prix des carburants à la pompe sont au plus haut, grevant encore davantage le pouvoir d'achat des citoyens, déjà fortement pénalisés par les mesures d'austérité gouvernementales.

**Comme la CGT l'a dénoncé,**    la sortie de la table ronde sur raffinage le 22 juin 2011, mais aussi le 2 février dernier lors de la publication du livre blanc du raffinage de l'UFIP, **le gouvernement ne prend pas la mesure de la contradiction du système économique, défendu par les patrons pétroliers.**

Système basé sur le libre-échange des produits raffinés et du pétrole brut, sans régulation publique leur permettant comme aujourd'hui **de fermer les raffineries, casser l'emploi, casser l'activité économique de bassin d'emplois, réduire la production des raffineries pour préserver leurs profits** en compensant intégralement les conséquences de leurs décisions par des importations de produits raffinés.

Ce système est **contraire aux intérêts** économiques et sociaux du pays, d'une industrie au service des besoins qui ne repose **que sur une logique financière et non industrielle.**

**Cette nouvelle décision du groupe Total conforte l'urgence de porter, haut et fort dans la campagne présidentielle, l'exigence citoyenne d'une véritable politique industrielle, répondant aux besoins, créatrice d'emplois et de richesses. C'est tout l'objectif de la campagne d'initiatives d'actions de la CGT et sont temps fort le**

**22 mars prochain.**

**La CGT appelle l'ensemble des salariés du raffinage à se rassembler à se mobiliser pour défendre l'emploi, leur emploi et exiger :**

- ☞ **L'arrêt des projets de fermetures** et le redémarrage des raffineries.
- ☞ **Le plan d'investissement proposé par l'IFP** de 2,2 milliards d'ici 2020 permettant de réduire de moitié les importations de gazole et exportations d'essence (rejeté par les patrons), plan devant être décliné site par site et par bassin d'emploi.
- ☞ **La création d'un pôle public** de l'énergie permettant d'avoir une vision globale, du puits à la pompe, au travers d'un système régulé par les pouvoirs publics, pour faire financer les investissements nécessaires par toute la chaîne pétrolière.
- ☞ **La taxation des** produits raffinés importés, lorsque ceux-ci ne sont pas soumis aux mêmes règles sociales et environnementales, ainsi que la fixation du prix des carburants par voie réglementaire publique, comme avant 1982.
- ☞ **Le développement de projets** industriels, de recherche et développement permettant le captage et l'utilisation du CO<sup>2</sup> à des fins industrielles en synergie avec le raffinage.